

Mar.
28
Août

MEDIAPART

Rechercher ok

Accédez aux archives

MON TABLEAU DE BORD

FSSSI

Mon espace perso 0 nouveau message
Mon blog 0 demande de contact

LE JOURNAL INTERNATIONAL FRANCE ECONOMIE CULTURE ENGLISH

LE CLUB

La politique économique et sociale de Hollande déçoit

Le régime Assad veut semer la terreur au Liban

Afrique et Syrie: l'Elysée a décidé de bouger

Nucléaire : les rapports qui contredisent Montebourg

La République exemplaire ? Un cas d'école au ministère de la défense

Le traité «Merkozy» divise les socialistes

« Louie », ou la maison comédie et le monde

Le Front de gauche veut donner la priorité aux mobilisations sociales

Les sales méthodes du GPIS, chargé de surveiller les HLM parisiennes

«Moi, Jean Gabin», ou la gloire tardive de Goliarda

Gouverner et rester mobilisés : le grand dilemme des écologistes

Salariat étudiant : les mauvais comptes de l'UNEF

Greenpeace: « Tous les signaux envoyés par le gouvernement sont négatifs »

Syrie : comment travaillent les humanitaires

L'Irak est en pleine « régression autoritaire »

Laurent Binet, tout petit gonzo socialiste
Sexe, justice et Wikileaks

Les gibbons chantent comme des sopranos

Le destin contrasté des glaciers de l'Himalaya

Québec: les étudiants de la rue aux urnes

Marilyn en fragments

Les Jeux Olympiques du livre

Serge Daney, dans le texte

Enquête sur les théories du complot

L'enfance sans parent
Série séries!

Immigration : les mères tunisiennes contre le «cimetière marin»

05 JUIN 2012 | PAR CARINE FOUTEAU

LA MÉDITERRANÉE, CIMETIÈRE MIGRATOIRE (1/11)

ENTRETIEN PROLONGER 47 COMMENTAIRES

1 2 3

Est-ce que le réflexe de n'importe quel migrant n'est pas de prévenir sa famille à son arrivée ? En refusant de délivrer les informations dont elles disposent, les autorités italiennes et tunisiennes n'empêchent-elles pas les mères de faire leur deuil ?

C'est ce que je pense. On a l'impression d'une folie migratoire des États qui concentrent leurs moyens techniques pour contrôler, expulser et faire disparaître les personnes. En revanche, ils ne font rien pour répondre à la douleur. Effectivement, en général, les migrants appellent leurs familles restées au pays. Selon la loi italienne, quand ils sont enfermés en centre de rétention, ils ont la possibilité d'appeler, sauf en cas de révolte comme cela a été le cas à Milan, les portables ont été confisqués. Il est probable que plus aucun d'entre eux ne soit aujourd'hui en rétention, s'ils y ont jamais été. Mais comme des mères croient les voir sur des vidéos, elles gardent espoir.



Des familles ont-elles mené leur propre enquête ?

Les familles concernées sont pauvres, elles n'ont pas la possibilité de faire d'enquêtes individuelles,

les visas auraient été refusés. Mais une délégation de familles est venue en Italie début janvier. Elle est allée à Palerme, puis à Rome. Des avocats italiens ont été mis à leur disposition pour porter plainte contre la disparition de leurs fils. D'autres veulent aller en France, et aussi porter plainte à Bruxelles.

Pourquoi les mères ont-elles pris la tête de cette mobilisation ?

Les familles entières sont mobilisées. Mais ce sont les mères qui ont pris les rênes et qui viennent le plus souvent aux sit-in. Ce sont elles qui ont mis au monde les disparus, elles veulent les retrouver. Peut-être que les pères travaillent. Peut-être aussi que ceux-ci ont plus de mal à montrer leur douleur.

Faites-vous la comparaison avec la mobilisation des mères argentines de la place de Mai ?

Ces mouvements de révolte se ressemblent, même si les femmes

Consiglia 142 1

Tweet 51

MOTS-CLÉS

Italie Grèce clandestins migrants Chios Crotone

DERNIERS ARTICLES

Afrique et Syrie: l'Elysée a décidé de bouger

Le régime Assad veut semer la terreur au Liban

Le destin contrasté des glaciers de l'Himalaya

Syrie : comment travaillent les humanitaires

Laurent Fabius définit l'axe prioritaire du Quai d'Orsay : la diplomatie économique

DU MÊME AUTEUR

Migrations : le sauvetage maritime en perdition

Valls à la recherche de l'«équilibre» sur l'immigration, la naturalisation et l'asile
En Italie, la crise chasse les migrants du nord au sud

FN, UMP: surenchère à l'Assemblée sur l'aide médicale d'État

Immigration à Mayotte : des sénateurs stupéfaits et «accablés»

Naufrage en Méditerranée: le témoignage du seul survivant

À Lampedusa, la solidarité avec les migrants l'emporte

La révolte gronde dans la prison pour migrants de Trapani, Italie

SUR LE MÊME THÈME

En Tunisie, «le gouvernement ne fait rien pour protéger les libertés»

L'enfance sans parent (4/5): Ariège, les exils adolescents

Austérité en Espagne: des médecins vont désobéir

«Totalelement carbonisé», l'ambassadeur Boillon quitte Tunis

Les acquis des révolutions arabes



tunisiennes ne font pas le rapprochement. Elles sont issues de quartiers pauvres, je ne crois pas qu'elles connaissent l'histoire des mères en Argentine, en tout cas, on n'en a jamais parlé. Dans une vidéo que nous avons diffusée au théâtre

de Milan, des sœurs se présentaient à la caméra en disant : « *Je suis la sœur d'untel, mais je suis la mère de tous.* » Cette mobilisation est spontanée, sans référence particulière, mais cette spontanéité est très politique car c'est la première fois que sont exprimés de manière concrète les effets des politiques mortelles de l'Union européenne en Méditerranée. Ce ne sont plus les associations antiracistes européennes qui dénoncent telle ou telle mesure, tel ou tel dispositif, ce sont des mères qui ont probablement perdu leur enfant en mer. Ça change le regard.

La spécificité de cette mobilisation n'est-elle pas que ces femmes demandent des comptes, alors qu'en général, ceux qui sont considérés comme des clandestins ne se sentent pas le droit de demander quoi que ce soit et se taisent ?

Oui, c'est une demande de vie ou de mort qui est liée au contexte politique en Tunisie, à la révolution. Les mères en Éthiopie n'ont pas la possibilité de se mobiliser de cette façon. Les mères au Maroc non plus. Les Tunisiens se sont battus contre la dictature, pour dire que les vies comptent. Avec la révolution, ils ont acquis la liberté, donc aussi la liberté de mouvement, et ils ne comprennent pas qu'on les empêche de circuler. En leur refusant l'accès aux visas et aux bateaux de ligne, les politiques migratoires européennes les obligent à prendre des risques, à mettre en péril leur vie. Eux savent qu'il n'y a pas de démocratie sans liberté de circuler. Ce qui est spécifique dans cette lutte, c'est que les femmes demandent des comptes à leurs autorités et aux représentants de l'Union européenne. Elles leur disent : « *Ce qui nous arrive n'est pas un hasard. Vous êtes responsables.* »

Lire également sous l'onglet "Prolonger"

1 2 3

LIRE AUSSI

Vintimille, concentré des enjeux migratoires européens
 À Paris, la nasse se referme sur les Tunisiens de Lampedusa
 Comment Anis le Tunisien de Lampedusa sillonne Paris
 Arrestations massives à Paris de Tunisiens arrivés par Lampedusa
 10. – La longue route des clandestins de Méditerranée

MOTS-CLÉS DE L'ARTICLE

méditerranée immigration Tunisie disparus

Consiglia 142

1



Sossi ouvre une série d'articles sur la Méditerranée, cimetière migratoire. En 2011, selon les estimations du HCR, au moins 1 500 migrants ont péri lors de naufrages en traversant cette mer. Dans le sillage de la révolution tunisienne et de la guerre en Libye, environ 50 000 personnes ont tenté ce passage. Au risque de leur vie car l'entrée dans l'Union européenne leur est impossible par ailleurs, en raison du durcissement généralisé des politiques d'immigration. En toile de fond de cette série : le [projet Boat4People](#) initié par de multiples associations africaines et européennes engagées en faveur des droits des étrangers et dont l'objet est d'alerter les opinions publiques et de dénoncer cette hécatombe aux portes de l'UE.